

## **Madagascar : gérer l'héritage de la transition**

### **Introduction**

Les espoirs placés dans le président Hery, ou que les acteurs et observateurs désillusionnés par les cinq années de transition ont voulu voir en lui, ont rapidement été déçus. Près d'un an après son élection, le bilan est maigre : le processus de réconciliation nationale est resté lettre morte ; l'économie malgache est confrontée à une dépréciation de l'Ariary qui menace la stabilité sociale ; aucune réforme n'a été engagée et les quelques lois adoptées ne répondent aucunement aux ambitions escomptées (Cf. loi sur la décentralisation) ; les élections communales ont été reportées à 2015 et avec elles, les élections régionales et provinciales, bloquant de fait la mise en place de la Haute Cour de Justice ; la gouvernance du pays n'a aucunement été améliorée que ce soit au regard du manque de qualification patent au sein de l'exécutif, ou bien au regard des trafics qui se poursuivent à un rythme extrêmement soutenu en dépit de quelques arrestations et condamnations de petites mains ou d'acteurs périphériques<sup>1</sup>. Si pareil contexte venait à durer, la réédition d'un scénario de crise du type janvier 2009 ne serait pas à exclure<sup>2</sup>. Reste qu'il manque deux ingrédients essentiels au développement d'un contexte de crise de pouvoir : une personnalité charismatique et un fait mobilisateur si tant est que le retour de Marc Ravalomanana ne constitue pas ces deux ingrédients manquants. Après une présentation des perspectives d'évolution de la situation politique de Madagascar, la présente note s'essaiera à un exercice à vocation prospective sur différents sujets touchant à la souveraineté du pays : le risque d'enracinement d'une économie mafieuse ; la transformation du phénomène *dahalo* en mouvement organisé de contestation de l'Etat central ; les enjeux nationalistes associés au dossier des Iles Eparses ; le développement exponentiel de l'islamisme.

---

<sup>1</sup> Des premières investigations menées par le SAMFIN et le BIANCO, il ressort la volonté apparente d'insister sur des dossiers secondaires et peu sensibles, touchant au trafic de chèques carburant par exemple. D'autres cas plus sensibles, comme celui du racket de la BCMM, a abouti à des peines symboliques...

<sup>2</sup> Le pays est plongé dans un cycle de crises ayant trait à la nature de l'Etat malgache et aux modes d'accession à celui-ci. Voir Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2013), « Gouvernance, Institutions et Croissance de Long terme : le mystère malgache », Rapport d'étude AFD, Paris. L'Etat malgache fonctionne comme un « Etat rhizome » constitué « d'une multitude protéiforme de réseaux dont les tiges souterraines relient des points épars de la société ». Ces points épars sont les univers politique, militaire, économique, médiatique et religieux. Dès lors que certaines tiges se détachent de cet Etat rhizome, la stabilité politique s'en trouve menacée. Le problème ici posé est celui de « la faible capacité de Madagascar à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses », caractéristique des Etats aux « ordres sociaux d'accès limités » pour reprendre la classification de Douglas North. Voir Douglass North, John Joseph Wallis et Barry R. Weingast, *Violence et ordres sociaux*, 2010, Gallimard. Concernant le concept d'Etat rhizome, voir Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, p. 272.

## **A. Perspectives d'évolution de la situation politique**

### *- Madagascar dans un contexte de pré-crise*

Le pays est loin d'être sorti de la crise si l'on en croit les avis exprimés par la population<sup>3</sup>. Toutes les crises à Madagascar ont émergé lorsque quatre ingrédients majeurs étaient réunis dans un contexte de tension sociale latente :

- la volonté d'un « cercle élitare » réuni autour de l'opposition de renverser le pouvoir en place ;
- la présence d'un homme charismatique pour rassembler et mobiliser les mécontents ;
- le contrôle de médias (radios essentiellement) de premier ordre par l'opposition frondeuse ;
- un facteur de mécontentement suffisamment symbolique pour qu'il soit de nature à créer une dynamique de mobilisation.

Pour l'heure, deux des quatre facteurs semblent réunis pour aboutir à un scénario semblable à celui de janvier 2009 déjà largement documenté et dont il convient de retenir une leçon essentielle : loin d'être une révolution de rue, il s'est agi d'une opération de déstabilisation du régime en place par un « cercle élitare » en rupture avec le régime de M. Ravalomanana. Ce « cercle élitare » composé de politiques, religieux, de militaires et d'opérateurs économiques partageait l'intérêt commun de renverser le président Ravalomanana et son système patrimonialiste.

- Aujourd'hui, ce premier facteur est en constitution. Des groupes d'intérêts opposés au régime de Hery cherchent des appuis au sein de l'armée afin de déstabiliser le régime. Reste que pour l'heure, ces groupes représentent des intérêts a priori contradictoires. Le premier, représentant les tenants de la transition, est structuré autour d'Andry Rajoelina et s'appuie sur l'ancien Secrétaire Général de la présidence, Haja Resampa, l'ancienne ministre Christine Razanamahaso, tous deux leaders des députés MAPAR, et quelques opérateurs comme Mamy Ravatomanga et Patrick Leloup. Ce groupe d'intérêt s'appuie sur des militaires au premier rang desquels figurent l'ancien CEMGAM le Général André Ndriarijaona, le Général Richard Ravalomanana et les anciens chefs de corps en poste à l'époque (cf sous-partie infra). Le second incarné par l'ancien président M. Ravalomanana qui apparaît esseulé, s'appuie sur la femme, Lalao, et le fils de ce dernier, Tovo, ainsi que sur le leader de la FKJM, Lala Rasendrasahina. Si certains cadres TIM lui restent fidèles, notamment Guy Rivo Andrianarisoa, la majorité d'entre eux qui collaborent avec le régime, qui l'ont trahi ou qui ambitionnent de le remplacer se satisfont de son maintien à l'écart de la vie politique. La puissance de ce second groupe tient surtout à la capacité de mobilisation populaire du président, mais il peut également compter sur quelques appuis actuellement en poste au sein de la gendarmerie, de l'armée comme de la police.

---

<sup>3</sup> Dans un sondage publié mi août 2014, l'organisation Liberty 32 rapporte que 52,5% des personnes consultées par l'enquête sont convaincues qu'une nouvelle crise se prépare, certaines d'entre elles affirment qu'elle est déjà en marche ou bien que la crise de 2009 est toujours présente. 33% de cette majorité pensent que la crise surviendra d'ici un an. 63,1% des personnes consultées sont convaincues que les élections présidentielles et législatives de 2013 n'ont pas mis fin à la dernière crise.

En première lecture, le premier groupe reste fermement opposé à tout retour du second. Toutefois, les intérêts des deux anciens présidents n'ont été à ce point convergents et les inimitiés ne sont jamais éternelles à Madagascar. Le retour de ce dernier conjugué à l'opposition de plus en plus affichée d'A. Rajoelina vis-à-vis du pouvoir fragilisent considérablement le régime. Les tractations autour d'une motion de censure fin octobre, séquence où le TIM et le MAPAR ont fait cause commune, témoignent du réalisme de ce scénario du pire. La même versatilité financière des députés indépendants qui permet pour l'heure au président de tenir l'Assemblée Nationale pourrait demain aboutir à une motion de censure. La seule option qui s'offre au président Hery serait de sceller une alliance avec l'un des deux anciens présidents, afin d'empêcher que ces deux-là s'entendent à ses dépens.

Le retour de M. Ravalomanana risque de pousser le président Hery à choisir de cohabiter avec lui contre A. Rajoelina. Pareil scénario passe par des tractations parlementaires (pour se prémunir contre une motion de censure portée par le MAPAR, le MMM et certains indépendants), un remaniement ministériel faisant une plus large place aux proches de M. Ravalomanana et une position d'influence en faveur de ce dernier. Le président pourrait au contraire choisir de s'entendre avec A. Rajoelina contre M. Ravalomanana, mais il s'agirait sans doute d'une faute stratégique. En s'entendant avec M. Ravalomanana, le pouvoir clôt l'épisode du retour de ce dernier, fait avancer le dossier de la réconciliation, renforce une légitimité qui lui fait défaut auprès de la communauté internationale, et peut s'attaquer plus sereinement aux réseaux de la transition. Surtout, le pouvoir contient la pression de la rue que la mise en résidence surveillée de M. Ravalomanana menace d'alimenter, même si cette pression apparaît jusqu'ici peu probante. Si l'option la plus réaliste d'un rapprochement avec M. Ravalomanana venait à se concrétiser, cela aurait trois conséquences majeures : un « cercle élitare » qui intégrerait l'entourage de M. Ravalomanana, le maintien d'un contexte de tension (avec le risque que M. Ravalomanana n'attende pas 2018 pour asseoir ses ambitions), et le risque que les forces de sécurité ne tolèrent pas le retour de l'ancien président.

- Le second facteur présent dans le contexte actuel est celui des médias sur lequel nous ne nous attarderons pas. Les différentes forces d'opposition, qu'il s'agisse de A. Rajoelina, M. Ravalomanana, Edgard Razafindravahy ou encore Hajo Andrianarivelo, disposent de radios qui aujourd'hui se montrent extrêmement critiques à l'égard du pouvoir en place. Bien plus que les médias papiers, les radios constituent le vecteur principal de mobilisation dans un contexte de pré-crise.

Deux facteurs manquent à ce stade pour que les conditions d'un contexte de crise soient réunies : un homme charismatique et un événement mobilisateur.

- Pour le premier, la seule personne à ce jour en mesure de soulever les foules semble être M. Ravalomanana. Si son placement en résidence surveillée n'a pour l'heure permis que de rameuter quelque 400 personnes le samedi 18 octobre, la prudence avec laquelle le régime gère son incarcération démontre la crainte qu'il suscite : mise en résidence surveillée plutôt qu'emprisonnement ; déplacement à Antsiranana, très loin de sa base électorale ; arrestation sans menottes et invocation d'une « mise en sécurité ». Alors que le régime bénéficiait des arguments judiciaires (bien qu'étant hérités d'une justice de transition) pour l'arrêter en bonne et due forme, il a opté pour la prudence afin d'éviter que l'ancien président ne se mue en martyr. Hormis M. Ravalomanana, il ne semble pas que quiconque soit en mesure d'incarner cette personnalité charismatique.

Reste que celle-ci n'est nécessaire que dans la perspective d'un mouvement se voulant populaire. Elle n'est en revanche pas indispensable dans le cadre d'un putsch qui verrait l'instauration d'un directoire avec à sa tête un militaire, de préférence haut gradé. Certains officiers supérieurs seraient approchés en ce sens, notamment par des acteurs de l'ex transition (cf sous-partie infra).

- Pour le second, les délestages dans la capitale, s'ils venaient à durer plusieurs mois, pourraient être de nature à embraser rapidement la situation. Sachant que la fourniture d'énergie à la Jirama dépend d'opérateurs économiques (à commencer par Abdoul Rassoul, patron d'Edelec) qui ont par le passé été proches du régime de transition, il n'est pas à écarter une instrumentalisation politique des délestages destinée à fragiliser le régime en place. Au crédit de cette thèse, il convient d'évoquer la proximité d'Abdoul Rassoul avec certains cadres de la transition, notamment Haja Resampa. Cela ne doit toutefois pas occulter une donnée beaucoup plus structurelle, tenant au fait que l'Etat doit 120 milliards d'Ar à Galana, raison pour laquelle cet opérateur pétrolier a cessé ses approvisionnements. Un autre événement mobilisateur pourrait être les Iles Eparses. S'il n'a pas encore une très large résonance dans l'opinion publique, il pourrait être instrumentalisé à des fins politiques (cf partie infra). Enfin, la hausse généralisée des prix<sup>4</sup> qui frappe très directement le pouvoir d'achat des populations dans tous les secteurs vitaux qui dépendent des importations (transports publics, riz, médicaments huile alimentaires, etc.) fait le lit de récupérations politiques éventuelles des populations les plus démunies dans les bas quartiers.

#### - L'absence de nouveau pacte élitair

Parmi ces quatre facteurs, l'un explique plus que les autres l'instabilité chronique qui prévaut aujourd'hui : l'incapacité du président à former son « pacte élitair ». Le fonctionnement de la société malgache repose en effet sur des « pactes élitaires » dans lesquels le président fait reposer son pouvoir sur l'appui des élites économiques (grands opérateurs, syndicats), religieuses (une ou plusieurs Eglises), militaires (à travers le Chef d'Etat Major en particulier), politiques (en marginalisant l'opposition) ou intellectuelles. Aujourd'hui, ces élites ne s'inscrivent guère dans une logique de « pacte élitair » avec le président, ce qui constitue de fait une source d'instabilité. Un certain nombre de grands opérateurs qui se sont enrichis durant la transition rechigneraient à prêter allégeance au président, de même que bon nombre de trafiquants qui s'inquiètent de devoir rendre des comptes à la justice. Il en est de même des réseaux militaires proches de l'ancien président de transition qui continuent de se réunir et de constituer de potentiels réseaux de déstabilisation (cf sous-partie infra). Au niveau politique, le nouveau président ne dispose d'aucune base solide, le HVM (parti présidentiel) n'étant pour l'heure aucunement enraciné, ni sur le territoire malgache, ni au sein de l'Assemblée nationale. Une réunion organisée en juillet 2014 dans la capitale a démontré le peu d'assise électorale du HVM tandis que certaines régions comme Mahajanga ne disposent toujours pas de bureau. Enfin, les cercles intellectuels se montrent volontiers critiques à l'égard du pouvoir. Un certain nombre d'indicateurs permettent d'apprécier

---

<sup>4</sup> Cela tient une dépréciation de l'Ariary appelée à se poursuivre à moyen terme. Cette dépréciation provient de l'insuffisance de l'offre de devises sur le MID (Marché Interbancaire de Devises) en raison à la fois du blanchiment de capitaux via le marché noir de devises (1,1 milliard d'Ar saisis en septembre) et à la sortie de capitaux (sans doute constitués à travers les trafics). Un différentiel de 200 Ar existe entre le taux de change journalier fixé par la Banque Centrale et le taux de change réel pratiqué par les opérateurs.

la fragilité actuelle du régime: l'opposition au redécoupage d'Antananarivo <sup>5</sup>, l'engagement politique de « portes-flingues » comme Alain Ramaroson, les rumeurs incessantes et appelées à se renouveler de motion de censure, les luttes d'influence dans l'entourage du président (notamment entre son conseiller Solofo Rasoarahona et son directeur de cabinet Henry Rabary-Njaka), etc.

Deux possibilités s'offrent dès lors au président: coopter l'ancien pacte élitair issu de la transition ou de l'ère Ravalomanana en y intégrant ses propres cercles d'influence, ou bien imposer son propre pacte élitair en éliminant les membres issus de la transition qui demeurent influents.

Il semblerait que le président soit tenté de privilégier la deuxième option mais qu'il n'ait pour l'heure pas les coudées suffisamment franches pour agir de la sorte. Ses engagements de début de mandat, les IST (Interdictions de Sortie du Territoire) et contrôles fiscaux prononcés contre certains barons de la transition, la nomination d'un procureur à la tête du BIANCO sont autant de gages donnés à la communauté internationale quant à sa volonté de « nettoyer les écuries d'Augias ». Reste que la réalité du pouvoir et des rapports de force actuels l'ont rattrapé et l'ont sans doute empêché d'agir à sa guise, expliquant pourquoi à ce jour aucun cadre de la transition n'a été inquiété par la justice (cf partie infra). Toutefois, on observe une volonté de les marginaliser lorsque cela est possible, notamment récemment en remplaçant Mamy Ravatomanga et Haja Resampa au sein du Conseil d'administration de la Jirama par certains de ses proches comme Mohamed Rachid.

Cette volonté d'en finir avec l'héritage de la transition, si elle venait à se confirmer, ne doit pas être appréhendée comme un assainissement de la gouvernance, mais plutôt comme une volonté d'asseoir ses propres réseaux en lieu et place de ceux issus de la transition qui le fragilisent mécaniquement. Son passé au sein de la transition autant que sa manière de diriger depuis qu'il a été élu laisse peu de place au doute quant à la manière dont il entend gouverner le pays. La liberté dont jouirait la première dame pour racketter les ministres et les chefs d'entreprise en est la meilleure illustration. De même, la gestion des affaires minières suscite beaucoup d'inquiétudes. Outre que le ministre des mines est court-circuité par son influent conseiller, Christian Rasoaharana, ce dernier s'échine à marginaliser l'ancienne Ministre qui s'était faite remarquée pour son intégrité et son courage, Daniella Randriafeno. Des rumeurs de l'intérieur laissent entendre que les pratiques de la transition perdurent avec la nouvelle équipe. Par ailleurs, le président ne disposant pas d'un réseau en propre, il est fort probable que son cercle élitair se construise sur d'anciens réseaux recyclés et blanchis pour l'occasion. Ce réseau syncrétique, et pour l'heure en jachère, se structure autour des dignitaires ratsirakistes, les seuls disponibles « sur le marché » qui soient suffisamment neutres politiquement pour ne pas fragiliser le pouvoir du président: on retrouve ainsi les réseaux CEDS de Solofo et Christian Rasoarahona, Solofo Rasolofondraibe (PCA de la BOA et grand importateur de riz), Sylvia Pagès (femme de l'ancien maire de Mahajanga, Claude Pagès), Dominique Andréas (opérateur de vanille d'une très grande famille

---

<sup>5</sup> Conscient que les deux dernières « révolutions » plus ou moins populaires à Madagascar, en 2001 et en 2009 sont parties de la capitale, le pouvoir cherche aujourd'hui à verrouiller politiquement le contrôle d'Antananarivo dans la perspective des élections communales censées se tenir en 2015. Pour ce faire, le gouvernement a introduit un projet de loi qui renforce considérablement le pouvoir des maires des six arrondissements d'Antananarivo afin d'affaiblir le pouvoir du maire de la capitale. Le pouvoir redoute qu'A. Rajoelina autant que Lalao Ravalomanana prétende à cette fonction ô combien stratégique.

côtière), ou encore Léon Rajaobelina (Conservation International). La plupart ne répondent plus ni de Ratsiraka ni de l'Arema mais constituent un vivier d'individus formés et qualifiés, et pour la plupart inactifs. Certains plus jeunes, comme Hyacinthe Befeno (originellement proche de Pierrot Rajaonarivelo et désormais figure montante de l'AREMA), ont également rejoint ce cercle élitaire naissant. Ce réseau est encore fragile et beaucoup parmi eux n'ont été recrutés que dans l'espoir de rassurer les bailleurs, notamment en les faisant plancher sur le Plan National de Développement qui tarde à voir le jour. Dans le même registre, le pouvoir n'hésite pas à s'entourer d'anciens proches de M. Ravalomanana, notamment les anciens ministres Olivier Sahobisoa et Harison Randriarimana, ou l'ancien Ambassadeur en Afrique du Sud, Denis Andriamandroso. Enfin, si le pouvoir en place prend soin de ne pas trop s'entourer de politiques issus de la transition, il pourrait choisir de s'appuyer sur certains opérateurs de cette période. Ilyas Akbaraly, très puissant industriel indo-pakistanaïse proche d'A. Rajoelina, pourrait bénéficier de l'appui des réseaux économiques du chef de l'Etat pour rebondir. Ainsi, son entreprise SIPROMAD aurait-elle vu l'opérateur Tozzi investir à hauteur de 10% du capital. Tozzi, dont la proximité avec le président n'est plus à démontrer, suscite beaucoup de rumeurs quant à l'origine de ses fonds, que certains jugent pouvant émaner de la mafia italienne.

#### - L'armée, faiseur de roi en dernier ressort

Toute évolution politique reste, *in fine*, dépendante du blanc-seing accordé par les forces de sécurité (l'armée en priorité) à un acteur. Elles peuvent donc être gage de stabilité tant que l'équilibre vertical (entre les différentes promotions) et horizontal (entre les corps et entre les communautés) est assuré, sachant que les divisions qui les traversent rendent pareil équilibre compliqué à atteindre et, surtout, fragile à maintenir. Elles peuvent *a contrario* constituer une menace susceptible de faire tomber le régime et ce, avec très peu de moyens militaires bien que les mutineries qui ont émaillé les années de transition ont toutes été vaines (BANI, FIGN, 1<sup>er</sup> RFI, etc.). Le fait que certaines planifications de putsch aient été ou soient notoirement connues constitue une forme de garantie naturelle de leur échec. Ces planifications sont multiples depuis 2009 et comme nous l'avons dit précédemment elles se poursuivent au sein des camps d'A. Rajoelina et de M. Ravalomanana. Reste qu'il n'est pas impossible non plus que la hiérarchie militaire actuellement fidèle au régime décide de « prendre ses responsabilités » si la situation venait à se détériorer encore davantage. Certains hauts gradés pourraient s'imaginer reproduire un scénario de putsch de type nigérien (2010) ou mauritanien (2008), que l'on pourrait qualifier de salutaire ou d'éclairé au regard de la situation sociopolitique qui prévalait alors dans ces pays. Ces putschs font jurisprudence au sens où ils ont été avalisés par la communauté internationale.

Cette note n'est pas destinée à présenter les différentes lignes de fractures qui traversent les forces de sécurité, mais il convient d'évoquer le fait qu'elles sont passablement divisées. A n'en pas douter, le pouvoir actuel est gêné par l'influence des anciens hauts responsables et chefs de corps de la transition. Pour preuve, le président Hery a pris soin de désigner plusieurs numéros 2 de l'ancienne transition afin d'endiguer la capacité d'influence de leurs anciens chefs. Ainsi, le nouveau CEMGAM, le Général de division Béni Xavier Rasolofonirina<sup>6</sup>, en plus d'avoir été l'adjoint du Général

---

<sup>6</sup> Diplômé de l'Académie militaire d'Antsirabe et du CEDS, réseau proche du Président.

Ndriarijaona, est issu de la même promotion que ce dernier, la fameuse 11<sup>ème</sup> Promotion à laquelle appartient également l'ancien Ministre des Forces Armées, Noel Rakotondrasana. Afin de contrer l'influence de ces deux anciens barons de la transition sur cette promotion, le président a nommé deux autres acteurs-clé de la 11<sup>ème</sup>: le Général Dominique Rakotozafy comme ministre de la Défense, et le Général Roger Ralala comme Secrétaire Général de la présidence. Le nouveau commandant de la gendarmerie, le général François Rodin Rakoto, ancien adjoint du Général Ravalomanana, est également issu de la même promotion que ce dernier, la 13<sup>ème</sup> promotion. Or, la 13<sup>ème</sup> et la 15<sup>ème</sup> sont les promotions qui compteraient le plus grand nombre de colonels dans une armée où la surreprésentation des colonels parmi les officiers (60%, soit 719 colonels) est source d'instabilité interne. Il ressort de ces jeux de nomination que les 11<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> promotions sont donc très divisées de l'intérieur. Une tension latente semble également perdurer du côté du COSOFAM (Corps de Sous Officiers des Forces Armées Malgaches) qui se sent légitimement marginalisé au sein d'un appareil de sécurité où la pyramide des grades est inversée.

L'appartenance aux promotions est loin d'être la seule ligne de fracture au sein des forces de sécurité. Les équilibres s'établissent également en fonction des corps d'appartenance (1<sup>er</sup> RFI, BANI, Capsat, COFOD...), de l'allégeance politique, de liens familiaux mais également en fonction d'appartenances communautaires. Lorsqu'un chef de corps est de la communauté merina, son adjoint est souvent côtier, et certains corps, à l'instar du Capsat, sont connus pour connaître une surreprésentation côtière. Les sous-officiers du Capsat sont pour une grande partie de l'ethnie betsimisaraka ayant servi sous Didier Ratsiraka au sein du RESEP (Régiment de Sécurité Présidentielle).

La compréhension des équilibres internes au sein des forces de sécurité malgaches nécessite une étude en profondeur, qui va s'avérer ô combien essentielle à l'aune d'une possible RSS (Réforme des Systèmes de Sécurité) qu'appelle de ses vœux le Général Roger Ralala et que porte actuellement le gouvernement. Rappelons que les réformes au sein d'une armée aussi lourde que celle de Madagascar peuvent s'avérer fatales au pouvoir en place, comme ce fut notamment le cas avec le président Ravalomanana.

## **B. L'enracinement d'une économie mafieuse**

L'existence de trafics de tous ordres n'est pas nouvelle à Madagascar. Qu'il s'agisse des espèces endogènes (tortues par exemple), du bois précieux (palissandre et bois de rose surtout), des minerais (or, pierres précieuses) ou des devises, ces produits font l'objet de trafics depuis plusieurs décennies<sup>7</sup>. Cela tient à la fragilité structurelle des institutions malgaches et à la corruption qui touche autant les services administratifs de base que les hautes sphères de l'Etat. Les volumes trafiqués durant les années 2000 sous l'ère de M. Ravalomanana sont incomparables avec ce qui prévaut aujourd'hui. De nouveaux objets de trafic apparaissent (les ossements humains<sup>8</sup>, les ferrailles d'usines désaffectées, etc.)

---

<sup>7</sup> A titre d'illustration, le trafic de bois de rose est apparu dans la foulée d'une autorisation ponctuelle d'exportation du bois de rose en 2004 consécutivement à un cyclone qui avait arraché de terre plusieurs centaines de rondins. Certains opérateurs, comme Jean-Pierre Laisoa, avaient alors contourné la fin d'autorisation et c'est ainsi que le trafic était apparu. Voir « Rapport d'enquête sur le commerce mondial des bois précieux malgaches : bois de rose, ébène et palissandre », Global Witness, octobre 2010.

<sup>8</sup> Ce trafic, certes apparu dans les années 1980, connaît une croissance importante depuis 2009. Au détriment de la culture des ancêtres pourtant si prégnante à Madagascar, des tombeaux sont profanés et les ossements des cadavres ensuite exportés à des prix extrêmement élevés. Ces ossements seraient a

tandis que les trafics existant avant 2009 ont pris une dimension quasi industrielle pour certains d'entre eux. Non seulement la corruption s'est généralisée avec l'érosion progressive des institutions consécutive au renversement de 2009, mais le besoin de financements alternatifs et l'appétit personnel de certains cadres de la transition les ont convaincu de se montrer au mieux complaisants avec ces trafics, au pire complices de ces derniers. Nous ne reviendrons pas en détail sur les responsabilités des uns et des autres, ce qui n'est pas l'objet de la présente contribution. Tout juste convient-il de constater que d'importants hommes d'affaires, karana, malgaches ou chinois pour les plus importants, ont glissé progressivement vers les trafics. Mamy Ravatomanga, Patrick Leloup, Mamy Ratovomalala, Jean-Pierre Laisoa, Haja Resampa, Eric Nazaraly sont autant d'opérateurs ou de politiques qui ont su profiter de ces nouvelles filières de trafic pour s'enrichir et en tirer un statut les rendant pour l'heure intouchables<sup>9</sup>. D'autres, comme Joana Elite, auraient profité de la corruption généralisée au sein des forces de sécurité et de la justice pour prospérer dans le « kidnap and ransom » d'Indopakistanaïens.

Le président malgache se montre pour l'heure impuissant à améliorer la situation et Madagascar menace toujours de glisser inexorablement vers le statut d'Etat failli. En dépit d'effets d'annonce faisant état de la saisie de 2000 rondis de bois de rose en septembre 2014, le trafic de bois de rose se poursuit à un rythme soutenu, même si certains indices (intermédiaires payés avec du retard, baisse du cours en Chine) laissent penser qu'il pourrait en être différemment à court ou moyen terme. La tentation de certains acteurs du trafic de le légaliser témoigne peut-être de leur difficulté croissante à poursuivre le business impunément. Ainsi, Jean-Pierre Laisoa, baron du bois de rose à Antalaha, ne se cache pas de vouloir faire voter une loi à l'Assemblée Nationale en ce sens, et entend profiter de son influence incontestable sur plusieurs dizaines de députés indépendants pour y parvenir.

Il convient de se faire une idée des fortunes accumulées par ces acteurs pour comprendre leur résilience politique actuelle. Pour le seul trafic de bois de rose, les sommes qui ont été accumulées par les vendeurs depuis 2009 s'approchent du milliard de \$, dont 250 millions USD pour la seule année 2009 où les exportations étaient autorisées. Le trafic d'or est aujourd'hui estimé mensuellement à 400 kg<sup>10</sup>, soit 4,8 t chaque année quand moins de 200 kg, soit 4%, sont déclarés au ministère des mines annuellement. Le Kilogramme d'or s'échangeant sur le marché international à 40 000 USD, le trafic représente un chiffre d'affaires annuel de 200 millions USD, soit quasiment un milliard USD depuis 2009. Cela donne une idée des volumes en jeu et explique la puissance actuelle de ces acteurs, sans compter les autres trafics extrêmement profitables à commencer par les pierres précieuses dans lesquelles Mamy Ravatomanga est notoirement impliqué. L'accès à certains ordres de virement (qui se chiffrent en centaines de milliers d'Euros) émis par ce dernier ne laisse aucun doute sur son

---

*priori* destinés au marché international de la cosmétique. L'ancien commandant de la Gendarmerie, le Général Ravalomanana, allant même jusqu'à révéler l'existence d'unités de transformation des ossements sur le territoire malgache.

<sup>9</sup> L'ancien Président Albert Zafy a, à plusieurs reprises, dénoncé l'implication des plus hautes autorités de transition dans le trafic de bois de rose et les détournements au sein de la Kraoma. La Kraoma est une compagnie nationale d'exploitation de ressources minières. Jean-Omer Beriziky, à la fin de son mandat de Premier Ministre, a diffusé une liste de hauts responsables dans le trafic de bois de rose.

<sup>10</sup> Les quelques saisies d'ampleur réalisées permettent d'accréditer ces estimations. En 2012, deux Karana avaient été brièvement arrêtés à l'aéroport en possession de 52 kg d'or, tandis qu'en septembre 2014, 20 kg ont été saisis à bord d'un avion commercial en partance pour la Chine.



immense fortune.

Cette surface financière leur permet de jouir d'une influence incontestable au niveau politique, administratif et judiciaire (Mamy Ravatomanga est réputé pour tenir « tous les juges du pays ») mais aussi au sein de l'appareil militaire. De très nombreux militaires ou gendarmes sont impliqués dans différents trafics en dehors ou sur leurs heures de fonction : saisie de stocks de bois de rose et revente aux trafiquants, transport de cannabis<sup>11</sup>, « kidnap and ransom », escorte de bateaux, locations d'armes, etc. Sur ce dernier point, les autorités militaires actuelles expriment un malaise indéniable à engager la « lutte contre le bois de rose » eu égard au fait que de nombreux hauts-gradés sont complices. Dans ce contexte, pour le pouvoir central, éliminer quelques têtes de pont ne suffirait pas à mettre un terme aux trafics et tout en se mettant à dos les réseaux trafiquants. C'est toute la chaîne judiciaire et l'appareil sécuritaire qui sont infestés et doivent être en conséquences assainis. Par ailleurs, la chaîne judiciaire souffre d'un manque de protection garantie aux magistrats, protection indispensable à toute traduction de réseaux criminels devant les tribunaux. Enfin, comme cela existe dans la plupart des territoires infestés par les trafics, les acteurs de cette activité sont loin d'être impopulaires (du fait de donations et de l'activité économique qu'ils créent) et jouissent d'innombrables complicités locales qui compliquent leur traque. Le reportage réalisé par RFI sur le bois de rose le 7 octobre est à ce titre assez parlant. Les dockers, les coupeurs, et même l'Eglise d'Antalaha reconnaissent les bienfaits financiers du bois de rose.

Le président se retrouve dans une position intenable que reflètent ses premières prises de position début 2014 à la suite de son investiture : mettre un terme aux trafics sans engager de chasse aux sorcières. Après avoir tenté de mettre la pression sur Mamy Ravatomanga via une IST prononcée contre lui, ou sur Ilias Akbaraly visé par un contrôle fiscal, le président semble avoir privilégié une cohabitation avec ces acteurs dont la puissance avait peut-être été minimisée. En témoigne par exemple la communication, rédigée par un conseiller du président en février 2014, portant sur la création d'un office central de lutte contre la corruption et les trafics. Ce projet a été enterré, manifestement par le président lui-même. De même, Léon Rajaobelina, nouvellement conseiller du président, était pressenti pour être en charge du bois de rose, sujet qui échappera finalement à ses attributions alors qu'il suit différentes affaires sensibles (relations avec FMI et Banque Mondiale, ressources stratégiques, environnement). Aujourd'hui, le président semble coincé entre d'un côté sa volonté d'écarter ces acteurs qui érodent son propre pouvoir, ses engagements pris auprès de la communauté internationale en matière de gouvernance, et son incapacité à agir. Celle-ci tient d'une part à son impuissance face à des réseaux résilients pour les raisons évoquées préalablement, mais peut également venir d'une forme de complicité avec ces derniers : soit d'anciennes collusions héritées de la transition qui le paralysent aujourd'hui, soit une complicité nouvelle ayant considéré qu'il était plus sage de récupérer ces réseaux que de se les aliéner. Le cas d'Eric Nazaraly est emblématique de la gêne qui caractérise le président. En dépit de la réputation sulfureuse de cet opérateur indo-pakistanaï, entre autre connu pour son implication dans le trafic d'or, le président

---

<sup>11</sup> En juillet 2014, deux militaires qui convoiaient 155 sacs de cannabis ont été arrêtés à Ihosy. En août 2013, deux militaires ont été arrêtés pour avoir convoyé un camion contenant près de deux tonnes de cannabis sur la RN7.

ne peut faire fi du fait que l'opérateur a substantiellement financé sa campagne électorale.

### **C. Le phénomène *dahalo* : du banditisme à la contestation politique**

Le phénomène *dahalo* est ancestral et a, historiquement, une dimension culturelle. Les vols de zébus étaient, pour les jeunes populations bara ou antandroy restées dans leurs villages<sup>12</sup>, le moyen de passer à l'âge adulte en témoignant de leur virilité. Plus généralement, le bovidé reste un symbole social de richesse et de puissance, donc un capital très prisé pour des réseaux de voleurs pour qui cette dimension culturelle est au mieux anecdotique. Aujourd'hui dénué de toute dimension culturelle, le banditisme armé est loin d'être l'apanage du seul sud et sévit sur toute l'île en particulier dans les zones les plus enclavées (régions du Menabe et du Melaky par exemple). En revanche, c'est dans le sud qu'il prend à la fois sa forme la plus mafieuse et meurtrière. Si les attaques de *dahalo* étaient auparavant l'œuvre de quelques individus (4 à 5 personnes), une attaque est aujourd'hui perpétrée par une quarantaine voire plus d'individus.

La recrudescence des *dahalo*, singulièrement liée à l'effondrement de la gouvernance durant la période de transition, mériterait une étude à elle-seule<sup>13</sup>. A défaut de cela, notre propos va se concentrer sur les deux aspects du problème les plus préoccupants à long terme. D'une part, la dimension de plus en plus mafieuse de cette recrudescence de *dahalo*, largement favorisée par une gouvernance en lambeaux. D'autre part, elle est sans doute l'expression la plus extrême et préoccupante d'une perte progressive de souveraineté de l'Etat sur son territoire qui pourrait, à moyen ou long terme, évoluer vers des formes de séparatisme territorial.

- S'il était dépourvu de violence à l'origine, le phénomène *dahalo* a pris une ampleur telle qu'il est désormais un système mafieux organisé. Cette dimension mafieuse peut se vérifier à l'aune de plusieurs caractéristiques propres au phénomène *dahalo* : la structuration (encore relative) des acteurs du processus ; l'ancrage territorial fort ; la pénétration dans les activités licites de la commercialisation, et des exportations de zébus ; les liens avec la classe politique locale, régionale et nationale ; la volonté de diversification des activités criminelles.

L'activité des *dahalo* est principalement alimentée par le vol des zébus. Toute autre explication avancée jusqu'ici, notamment touchant aux terres rares ou aux mines<sup>14</sup>, reste hypothétique. En revanche, le marché local, régional et international de la viande de zébu est bel et bien la source originelle de ce banditisme violent, qui reste essentiellement concentré autour du vol et de la revente de zébus, trafic structuré et résilient. Une mafia en col blanc, qui peut être un ministre, un chef de région ou un haut gradé de la gendarmerie, se charge de se muer en fournisseur de viande de zébus en s'adossant à un groupe de *dahalo* chargé de collecter la quantité réclamée. Trois abattoirs dont deux dans le sud et un autre tenu par un opérateur chinois à

---

<sup>12</sup> Une fois qu'elles ont migré, notamment vers la capitale, ces populations abandonnent ces rites initiatiques.

<sup>13</sup> Voir récemment à ce sujet le témoignage de Bilal Tarabey, *Madagascar, dahalo. Enquête sur les bandits du grand sud*, No comment, février 2014

<sup>14</sup> Certaines rumeurs insistantes mais jamais confirmées voudraient également que les *dahalo* accaparent des terres riches pour leurs sous-sols au profit d'opérateurs industriels.

Antananarivo (Vontovorona) alimentent la demande en matière de viande et donc entretiennent cette dynamique mafieuse. Indépendamment de la viande coupée, plus de 400 zébus seraient acheminés quotidiennement depuis le sud vers Antananarivo où la consommation est de 700 têtes par jour. On dit que 40% des zébus consommés dans la capitale seraient volés. Toutefois, un processus de blanchiment permet à la viande d'être abattue, puis consommé ou bien exportée en toute légalité. Concernant les exportations, outre les marchés comorien et seychellois (où la denrée est très rare) qui sont les destinations de circuits informels et souvent illégaux, ce sont surtout les marchés vietnamiens et chinois qui seraient les principales destinations des centaines de tonnes de viande désossée et coupée exportées mensuellement. Le volume exporté quotidiennement est estimé *a minima* à 37,5 t, soit 300 zébus par jour<sup>15</sup>. En effet, l'abattoir chinois de Vontovorana qui déclare officiellement 20 zébus abattus par jour en abattrait en réalité 300, soit 84% qui passent par le marché noir. Ces exportations ont pour effet de raréfier la viande disponible sur les marchés de la capitale, à telle enseigne aujourd'hui que le prix du kilogramme de zébu équivaut à celui du porc, une première dans l'histoire de Madagascar.

Ce processus de blanchiment s'opère via différentes étapes impliquant les autorités administratives aux niveaux local et national. Une fois les zébus volés, ils sont envoyés à pied vers des lieux de traitement (renouvellement de pelage et des marques) jusqu'à ce qu'ils soient rendus légaux via l'obtention de certificats médicaux et de passeports délivrés par les vétérinaires, agents des districts et maires, avec la complicité du ministère de l'élevage<sup>16</sup>. Ils rejoignent en général au bout de six mois les marchés bovins totalement blanchis et peuvent ensuite soit être acheminés vers Antananarivo, soit être exportés de manière tout à fait légale, la législation ayant été modifiée en 2012 après une interdiction prononcée en 2002 pour reconstituer le cheptel et lutter contre le vol de bovidés. Cette dynamique d'exportation ne devrait pas être freinée, l'Etat essayant désormais de renforcer le contrôle des filières d'exportation via l'actuel ministre de l'élevage, « Dadafara », qui promet la réouverture d'ici la fin de l'année de fermes de production et d'élevage, notamment dans le nord du pays (Mahajanga avec 400 têtes de zébus, Antsiranana et Kianja).

Ce trafic de zébus entretient un climat d'insécurité qui favorise la création de milices armées de *dahalo*. Sachant que la plupart des élites du sud, qu'elles soient traditionnelles, politiques, économiques ou militaires, possèdent d'importants cheptels, elles se retrouvent dans l'obligation de faire reposer leur sécurité sur ces milices afin d'éviter de voir leur cheptel attaqué, comme c'est arrivé à plusieurs reprises à l'ancien premier ministre de transition Monja Roindefo. Ainsi, le colonel Lylison, qui a mené l'opération Tandroka en 2012, est-il à la tête d'un réseau de *dahalo* pour assurer la protection de son propre cheptel. Toutefois, au-delà de la protection, il semblerait que ces milices soient également utilisées pour le vol de zébus afin d'agrandir le cheptel des notables. Ce serait notamment le cas de Lylison. Si la principale forme d'implication des forces de sécurité avec les *dahalo* reste la location d'armes, il semblerait désormais que des hauts gradés contrôlent des groupes de *dahalo* et même que des *dahalo* aient intégré de fait les forces de la gendarmerie selon certaines sources dans le sud.

---

<sup>15</sup> Sur un zébu en moyenne de 270 kg, 125 kg de viande est coupée et mise sous vide.

<sup>16</sup> En juillet 2014, des administrateurs civils et des vétérinaires ont déférés dans le sud du pays pour avoir falsifié des documents d'identification originaux.

L'existence de ces milices armées produit une insécurité en propre, qui n'est plus seulement liée au trafic de zébus. Ainsi observe-t-on des dynamiques de représailles entre villages ou hameaux à la suite de l'attaque de l'un d'eux par des *dahalo* d'un village voisin. C'est ainsi qu'il faut comprendre les sanglants affrontements entre les villages d'Andranondambo et Ambatotsivalo en juin 2014. De même, ces milices de *dahalo* tendent à diversifier leurs activités. On observe depuis 2010 une généralisation des coupures de route, jusqu'ici relativement rares à Madagascar (mais récurrentes en période de crise), contre des taxi brousses ou des particuliers, tandis que depuis 2013 une recrudescence de cas de « kidnapping and ransom » d'enfants, de femmes ou de religieux est à déplorer, comme ce fut recensé à Betioky (Atsimo) ou bien près d'Antsirabe.

- L'ampleur du problème pose la question de son évolution vers une forme plus politique. Rien ne permet pour l'heure de conférer une dimension politique au phénomène *dahalo*, essentiellement criminel et mafieux comme nous l'avons vu. En revanche, à moyen terme, il n'est pas impossible que ce phénomène prenne une coloration politique, notamment qu'un rapprochement s'opère entre les tenants d'une forme de nationalisme côtier et les *dahalo* comme cela s'est déjà opéré dans d'autres Nations confrontées à des rapports compliqués entre Centre et Périphérie. Les élites dites « côtières », largement marginalisées dans l'histoire du fait d'une concentration du pouvoir à Antananarivo et entre les mains de la communauté Merina<sup>17</sup>, ont toujours exprimé un sentiment de défiance vis-à-vis du pouvoir central, mais sans parvenir à se rassembler autour d'une identité commune. L'appartenance à une identité dite « côtière » n'a pas de sens en elle-même sachant que les communautés qui la composent sont elles-mêmes extrêmement atomisées. Elle n'a de consistance qu'en opposition au fait que les Merina concentrent le pouvoir. Le tenant de cette « idéologie côtière », Albert Zafy, l'a d'ailleurs toujours expliqué en ce sens. Le fait qu'un nouveau président Merina ait été élu après deux autres présidents Merina, dont un de transition, alimente pareille idéologie et il se pourrait que les différentes tentatives de coalition des élites côtières finissent par se concrétiser. Depuis 2009, à maintes reprises, les *sojabe* (chefs coutumiers) de Mahajanga et de Diego et les *tangalamena* de Tamatave ont tenté de reformer le Triangle du Nord<sup>18</sup>. En vain. De même au niveau des élites de Tulear et Fianarantsoa. Il semblerait toutefois que ce mouvement prenne désormais une coloration plus politique. Courant septembre 2014, une importante réunion s'est tenue à Tulear où les élites politiques et civiles transpartisanes de toutes les régions dites côtières, c'est à dire toutes les régions du pays à l'exception d'Antananarivo et d'Antsirabe. L'idée d'un rassemblement des forces a clairement été érigée en priorité, et de l'aveu d'une personnalité ayant assisté à ce rassemblement, de nombreux militaires côtiers de toutes promotions et de tous corps soutiendraient l'initiative.

A terme, il n'est pas à écarter que certaines de ces élites cherchent un jour à s'appuyer sur les *dahalo* pour parvenir à leurs fins politiquement. En 2009, Monja Roindefo avait un temps menacé de faire monter des *dahalo* sur Antananarivo, et ponctuellement pareille menace refait surface. Au mois de septembre 2014, une rumeur faisant état de

---

<sup>17</sup> Voir à ce sujet, Mathieu PELLERIN, consultance pour la DAS, juillet 2010.

<sup>18</sup> Le Triangle du Nord est une association informelle de notables des trois régions du nord du pays (Antsiranana, Mahajanga et de Toamasina) qui contestent l'accaparement du pouvoir central par les élites Merina d'Antananarivo. Ce projet, vieux de plusieurs décennies, a été réactivé au début de la transition sans jamais donner corps à une dynamique substantielle.

l'arrivée sur Antananarivo de 600 *dahalo* originaires de Tulear a couru dans la presse sans fondement apparent. S'il n'est pas impossible que des *dahalo* s'essayent un jour à des raids sur Antananarivo, poussés en cela par des élites politiques du sud, il est en revanche plus vraisemblable que celles-ci mobilisent les *dahalo* pour commettre des attaques à visée politique dans le sud du pays. Il s'agirait là d'une forme embryonnaire d'un séparatisme politique qui pourrait évoluer vers un irrédentisme ou une forme de rébellion. Les notables du sud expriment généralement un discours de légitimation de l'action des *dahalo* et la plupart de ces élites jouissent de relations privilégiées avec les réseaux de *dahalo*. Ceci s'explique tant par des relations de parenté que par un souci de sécuriser leurs affaires. Ces mêmes élites pourraient demain chercher à s'appuyer sur les *dahalo* pour parvenir à leurs fins politiques en commettant des actes de sabotage contre certains symboles de l'Etat (postes de police, attaques contre des gendarmes, etc.). Cela pourrait tout à fait rester isolé et exceptionnel mais rien n'interdit *a priori* une évolution plus inquiétante où le sud deviendrait petit-à-petit sous l'emprise des *dahalo*, eux-mêmes parrainés par des politiques et des élites. Dans ce scénario du pire, les *dahalo* se substitueraient alors aux forces de sécurité contre lesquelles ils agiraient dans le sud et se verraient affublés d'une mission de sécurité publique.

Pareille trajectoire n'apparaît guère envisageable à court terme, tant les réseaux politiques et sécuritaires s'appuyant sur des *dahalo* sont concurrents et s'affrontent, mais une mise en ordre de ces différents réseaux ne demanderait pas énormément d'efforts. Il arrive par exemple que des villages décident de mutualiser leurs moyens sécuritaires pour lutter contre les *dahalo*. Ainsi, 500 villageois de 23 villages ont rassemblé leurs hommes pour constituer une milice autonome durant l'été 2014. Si, à cette occasion, cette milice s'est adossée aux forces armées de la région, elle pourrait demain le faire en s'adossant à d'autres acteurs. Un certain nombre de dynamiques rend cette coloration politique des *dahalo* envisageable à terme :

- Le fait que le pouvoir central, concentré entre les mains de personnalités des hauts plateaux avec un Premier Ministre qui n'a de côté que le nom, continue à marginaliser (politiquement autant qu'économiquement) le reste du pays et crée les conditions d'une rancœur politique importante.
- Outre l'extrême pauvreté qui réside dans le « grand sud », on y observe une raréfaction des zébus, ce qui impacte très directement les populations sous deux formes : une concentration des cheptels entre de grands propriétaires qui rachètent les zébus aux *dahalo* ou à leurs parrains politiques au détriment des éleveurs traditionnels ; les cheptels sont décimés sous l'effet de la demande sur le marché de la capitale et de la demande extérieure qui favorise les exportations de viandes découpées. La disparition programmée des zébus dans le sud va mécaniquement accroître le nombre de *dahalo*.
- La dimension politique du phénomène est également favorisée par le fait que certains villages sont réputés favorables et/ou complices des forces armées malgaches. C'est ainsi que des attaques entre villages voisins se déclenchent. Chacune des opérations militaires lancées depuis 2012 ne fait que renforcer cette tendance et rapproche de plus en plus le sud d'un contexte de guerre civile. Après chacune des opérations (Tandroka ou Coup d'Arrêt), un certain nombre d'attaques sont lancées par des *dahalo* en représailles contre des villages réputés favorables aux forces armées.
- Chacune des opérations des forces armées dans le sud ne fait que renforcer la

méfiance et l'hostilité de la population à l'égard des forces de sécurité<sup>19</sup> en raison de très nombreux cas d'exaction relevés contre des civils, qu'il s'agisse de simples rackets (favorisés par le fait que les militaires ne touchent qu'une partie de leurs soldes), d'incendies de villages, ou d'assassinats ciblés.

- Depuis quelques semaines, la gendarmerie malgache est engagée dans un vaste processus de formation de miliciens civils destinés à la lutte contre les *dahalo*. Comme dans toute séquence d'armement de civils, la difficulté réside dans l'après, une fois que les forces de sécurité n'ont plus besoin d'eux. La méfiance est si grande à l'égard de tout homme en arme dans le sud du pays, que tôt ou tard ces miliciens vont être assimilés à des *dahalo* et vont subir le même sort que ces derniers. Cela ne manquera pas d'aiguiser encore un peu plus les tensions entre populations et forces de sécurité, créant un climat propice à la révolte, mais également entre communautés du sud. Un incident récemment survenu à Marosavao, au sud-est du district de Betioky, accredit ce risque. Sept miliciens, membres du *fokonolona*<sup>20</sup>, ont été tués par la gendarmerie après qu'ils aient refusé de remettre aux gendarmes les *dahalo* arrêtés par leurs soins au motif qu'un des *dahalo* avait un des gendarmes dans sa famille. Pire, les familles des victimes n'ont pas été autorisées à enterrer leurs défunts parents.
- Dans la même veine, la systématisation du recours aux *dina*<sup>21</sup> traduit une perte de souveraineté de l'Etat et fait le lit de la formation de milices civiles. En effet, nombre de responsables de *dina* s'adonnent eux-mêmes aux vols de zébus tandis que ceux qui restituent effectivement les zébus aux familles volées retiennent un pourcentage sur le volume restitué. Le fait de recourir aux *dina* en guise de solution au problème des *dahalo* illustre l'impuissance de l'Etat à faire face à ce phénomène. Il alimente la circulation des armes et la présence de groupes armés qui peuvent aisément basculer du statut de forces villageoises de sécurité à *dahalo*. Si ces *Dina* sont légalement encadrés par la loi du 27 octobre 2001 (Voir Annexe 1), dans les faits, l'Etat malgache n'est ni représenté à travers ses forces de sécurité ou son administration dans les Colonnes (Unités de sécurité publique) ou les Comités de pilotage qui composent le *dina*. Il s'agit là d'un abandon de moyens coercitifs au profit de populations (*fokonolona*) ou d'opérateurs privés qui contribuent financièrement à l'armement des Colonnes.

## **D. Les enjeux de souveraineté associés aux Iles Eparses**

Le dossier des Iles Eparses, s'il peine à s'imposer comme priorité stratégique en France, est très clairement un sujet prioritaire pour *l'intelligentsia* malgache qui y voit un double

---

<sup>19</sup> A titre d'illustration, en janvier 2014, un militaire a été battu à mort dans le village du district de Miandrivazo après avoir tiré sur deux personnes avec une kalachnikov. Le 31 août 2012, une trentaine de chefs de fokontany de la région Ihorombe ont démissionné en raison de rackets perpétrés par les forces de sécurité.

<sup>20</sup> Le *Fokonolona* est une communauté villageoise réunie autour d'un clan dans un espace déterminé.

<sup>21</sup> Le *dina* est une convention établie entre les membres d'une communauté déterminée (*fokonolona*) où chaque membre doit marquer son adhésion par des serments ou des imprécations sous peine de s'exposer à des sanctions ou malédiction prévues. Depuis la loi 2001-004 du 25 octobre 2001, à des fins de désengorgement des tribunaux, une procédure d'homologation a été instituée pour les *dina*. Le *dina* doit recevoir l'aval des autorités communales et étatiques, ainsi que l'homologation du juge. Il doit être régi et conforme au décret 2001-004 du 25 octobre 2004. L'exécution du *dina* revient intégralement au *fokonolona*. Voir à ce sujet Emmanuel Jovelin, Lala Rarivomanantsoa, *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, L'Harmattan, 2011.

message : un motif de souveraineté économique en vertu des ressources avérées en hydrocarbures, et un motif de souveraineté politique permettant de se dresser face à la France. Le contexte malgache ne peut qu'amplifier la portée de ces deux messages. D'un côté, le mythe des sous-sols malgaches remplis de ressources en hydrocarbures étant savamment entretenu par les médias locaux et *l'intelligentsia* peu au fait des réalités géologiques, la souveraineté économique prend une importance toute particulière pour la partie malgache qui voit derrière les Iles Eparses le secret d'une prospérité future. De l'autre côté, la défiance permanente à l'égard de la France (« reny malala » pour « mère patrie ») qui n'a eu de cesse de s'accroître depuis les événements de 2009, confère une portée symbolique au dossier des Iles Eparses. Ce sujet est donc de nature à fédérer les groupes d'intérêts nationalistes Merina, en raison de leur francophobie ancestrale et toujours latente, autant que les opposants au président Hery qui pourraient chercher à acculer ce dernier en l'accusant de brader les intérêts nationaux au bénéfice de la France.

Pour l'heure, les Iles Eparses sont l'apanage d'intellectuels et de politiques des Hauts Plateaux qui surenchérisent en matière de nationalisme mais qui peinent à mobiliser l'opinion publique autour de ce sujet trop éloigné des préoccupations quotidiennes de la population. Les positions les plus incisives sont le fait d'une frange nationaliste symbolisée par les partis Otrikafo (et sa branche nationaliste FLN) et Fihavanantsika (ou Front Patriotique Malgache), et soutenue par des personnalités comme Alain Ramaroson ou Raymond Ranjeva. Si leur influence est pour l'heure limitée, comme en témoigne la manifestation n'ayant pas drainé grand monde fin août à l'appel d'Otrikafo, il pourrait en être autrement à l'avenir. Toute manifestation de souveraineté de la part de la France sur le sujet sera *de facto* considérée comme une provocation par la partie malgache et fera l'objet de contestations. Il en est ainsi par exemple de l'arraisonnement par les FAZSOI de bateaux de pêche malgaches fin mars 2014 alors qu'ils pêchaient au large des Iles Eparses. Les parties française et malgache se rejettent la responsabilité, la France considérant qu'ils pêchaient dans la ZEE française tandis que la partie malgache soutient qu'ils étaient dans les eaux territoriales malgaches. Indépendamment de ce différend de nature juridique, c'est la symbolique de cet arraisonnement qui pourrait envenimer la situation et contribuer à en faire un sujet de débat public. Les pêcheurs originaires de Mahajanga (Association des pêcheurs de Mahajanga) associés au CRAM ont, lors d'une conférence organisée début juillet, revendiqué la restitution des Iles Eparses, avec en filigrane, le souci de pouvoir pêcher librement au large. Surtout, l'arraisonnement a été présenté dans la presse comme une agression, la marine française ayant été accusée d'avoir jeté les prises à la mer, d'avoir détruit le matériel de pêches et les GPS, et d'être à l'origine de la disparition de sept pêcheurs malgaches.

Ce genre d'incidents et toute forme de souverainisme de la part de la France ne fera qu'accroître la radicalité des positions malgaches et, de fait, accroître l'écart déjà abyssal qui existe entre les positions françaises et malgaches à ce sujet. Si la France écarte *a priori* toute idée de cogestion des Iles Eparses pour affirmer sa souveraineté, les groupes d'intérêt malgaches qui se sont saisis de la question de leur côté réfutent également une éventuelle cogestion. Ce fut notamment la position du tout nouveau Comité National pour la Restitution des Iles Eparses, présidé par Alain Ramaroson ou Patrick Zakariasy, lequel affirme que « cogestion signifie perte de souveraineté » et que « ce genre de décision remet en cause la souveraineté nationale ».

Le président malgache pourrait rapidement être pris en étau entre l'obligation interne de faire preuve de nationalisme, à l'instar de ce qu'avait fait le président Ravalomanana en 2007, et un principe de réalité qui voit la France être pour l'heure souveraine et intransigeante sur le dossier. Ce dossier pourrait le fragiliser sur le plan interne tant il risque d'être instrumentalisé politiquement par ses opposants. Le fait qu'une personnalité comme Alain Ramaroson se saisisse de cette question ne doit sans doute rien au hasard. Ce dernier a toujours agi comme « porte flingue » des mouvements de contestation en 2002 pour le compte de M. Ravalomanana, et en 2009 en faveur d'A. Rajoelina. Cette fois-ci, il est sans doute chargé par les tenants de l'ancien régime de transition (avec lequel il était pourtant en délicatesse) de mettre en difficulté le régime de Hery. C'est dans la même optique qu'il s'est engagé pendant l'été contre le redécoupage d'Antananarivo. La présence de Christine Razanamahasoà au sein de ce Comité illustre l'instrumentalisation qui est faite de ce dossier par le MAPAR.

Cette situation laisse peu de solutions au président, qui se retrouve quelque peu paralysé. Cela s'est clairement ressenti lors de sa rencontre officielle avec le président français, à l'issue de laquelle il s'est senti contraint de travestir la réalité via un communiqué faisant état de la disposition du pouvoir français à respecter ses engagements en matière de cogestion. Et ce, pour contenter l'opinion publique malgache. De l'autre côté, des proches du président reconnaissent qu'il n'osera jamais rentrer frontalement en conflit avec la France sur ce dossier. Indépendamment de toute solution juridique qui n'est pas l'objet de la présente note, ce sujet s'avère politiquement sensible pour le président malgache tant les aspirations de l'opinion publique malgache sont aux antipodes des dispositions françaises sur ce dossier. Alors que le communiqué de la présidence malgache évoquant la cogestion était destiné à glaner quelques soutiens populaires à Madagascar, c'est l'inverse qui s'est produit, l'ensemble de la société civile et des médias dénonçant le principe de la cogestion.

## **Conclusion**

L'érosion des institutions malgaches durant la période de transition expose le nouveau régime à des défis aussi cruciaux que délicats à relever. Le développement de filières à coloration mafieuse, impliquées dans différents types de trafic, que ce soit le bois de rose, l'or ou les zébus pour ceux que nous avons évoqués, est de nature à menacer jusqu'à la souveraineté de l'Etat malgache sous deux formes concomitantes : la pénétration de ces mafias jusqu'au plus haut niveau de l'Etat (donc avec l'Etat) et le contrôle intégral de certains secteurs en lieu et place de l'Etat (en dehors de l'Etat). Derrière l'érosion des structures de l'Etat, c'est la fragilisation des individus qui pointe et leur exposition à toutes formes de récupération : qu'elle soit politique, criminelle ou bien religieuse. C'est sur ce dernier point que nous allons insister en guise de conclusion et d'ouverture. Chaque crise à Madagascar fragilise la résilience des individus, qu'elle sociale, économique ou identitaire. Chacune des crises a été l'occasion d'une recrudescence des conversions aux nouvelles Eglises et à l'Islam selon un processus relativement classique qui repose sur trois phénomènes :

- Les populations se reconnaissent de moins en moins en l'Etat et se trouvent en quête de référents identitaires auxquels la religion répond aisément. Ce, d'autant que comme l'a révélé la dernière enquête de l'IRD-Dial, le sentiment d'identification à l'Etat malgache ne cesse de s'éroder.



- La crise induisant une austérité économique et un appauvrissement généralisé des populations, celles-ci se montrent davantage réceptives aux donations matérielles d'où qu'elles proviennent, et notamment en l'espèce d'associations religieuses.
- Les institutions malgaches n'étant plus en mesure de contrôler leur territoire, elles laissent pulluler nombre d'associations religieuses là où par exemple, M. Ravalomanana, au début des années 2000, avait choisi d'interdire certaines d'entre-elles pour lutter contre le prosélytisme.

Durant cette crise, un autre facteur, cette fois-ci singulier, est venu s'ajouter : la délégitimation des Eglises traditionnelles réunies au sein du FFKM, considérées comme responsables de la crise de 2009 en vertu des divisions entre catholiques et protestantes. Si les Eglises dites « indépendantes » ont majoritairement profité de cette désaffection des Eglises traditionnelles, un certain nombre de conversions à l'Islam ont également été enregistrées.

Le chiffre de 160 000 convertis à l'Islam pour la seule année 2013 est évoqué par des sources sécuritaires locales. Si ce chiffre est sans doute excessif parce qu'il intègre des individus ayant proclamé leur conversion dans l'unique but de bénéficier des donations d'associations religieuses, il témoigne toutefois de la dynamique de réislamisation à Madagascar, en cours depuis le début des années 1990, et qui prend aujourd'hui une ampleur sociétale. Un indicateur parlant est le nombre de députés de confession musulmane élus lors des dernières élections législatives : près de 30 députés musulmans sur les 151 élus, soit près 20% d'entre eux. Des personnalités éminentes ne cachent plus leur conversion à l'Islam, à l'instar de Pierre Tsiranana ou Titus, fils d'Albert Zafy, tandis que des terres ô combien sacrées à Madagascar, comme l'Avaradrano, sont désormais largement investies par les organisations musulmanes. Cette réislamisation, fondée sur le réveil des identités islamiques enfouies durant plusieurs siècles sur les côtes nord-ouest et est, s'opère via différents vecteurs qui méritent une étude à part entière. Initiée dès 1994 par le Koweït via l'AMA (Agence des Musulmans d'Afrique), elle est aujourd'hui portée par divers pays, dont l'Arabie Saoudite, le Pakistan (via le Tabligh) et la Turquie (via TIKA) pour les sunnites, et l'Iran et l'Inde pour les chiïtes. Ce processus de réislamisation est pour l'heure largement culturel. Il comporte néanmoins une dimension radicale, certes largement minoritaire, mais pour autant indéniable et appelée à se renforcer. Certaines organisations représentatives de l'Islam à Madagascar, au premier rang desquelles figure le FSM, sont débordées de l'extérieur par de nouvelles organisations radicales, et de l'intérieur par des franges plus littéralistes. Si certaines personnalités ne cachent pas leurs accointances avec des milieux salafistes comme Papa Soulé, dont l'influence sur les populations du quartier des 67 ha n'est plus à démontrer, d'autres dynamiques autrement plus inquiétantes semblent poindre de manière davantage secrète. Certaines mosquées de Mahajanga notamment, qui avaient abrité voilà quelques années Fazul Abdullah Mohammed (tué en 2011), pourraient continuer de fournir des candidats au jihad international. Dans son dernier ouvrage, Jean-Christophe Notin<sup>22</sup> rapporte que l'armée française a découvert en 2013 la présence d'un malgache parmi les jihadistes tués au combat. Il s'avère que celui-ci aurait fréquenté la même mosquée que Fazul. La menace, sans être exagérée, mérite d'être considérée sérieusement, d'autant qu'elle

---

<sup>22</sup> Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Tallandier, juin 2014.

s'inscrit dans un environnement régional propice à son développement. Outre la proximité géographique et culturelle des Comores, archipel où la menace salafiste est réelle, la réislamisation qui touche Madagascar participe d'un mouvement plus global qui s'étend en Afrique de l'Est, au Kenya, en Tanzanie ou encore en Afrique du Sud.